

L'UE NON, L'EURO OUI ?

LES OPINIONS PUBLIQUES EUROPÉENNES FACE À LA CRISE (2007-2012)

Daniel Debomy | *Fondateur et directeur de l'Institut de recherche sur les opinions publiques (OPTEM).*

RÉSUMÉ

Au vu de l'évolution convergente des réponses à plusieurs questions posées dans les enquêtes Eurobaromètre Standard, le déclin des attitudes favorables à l'Union européenne qu'on a observé depuis 2007 s'est nettement accentué en 2011, les amenant à un niveau historiquement bas où elles se sont maintenues depuis lors. Ces questions n'incluant plus, depuis 2010 et 2011 respectivement, les indicateurs d'appartenance et de bénéfice pour lesquels on disposait de séries continues ininterrompues depuis plus de 25 ans, on ne peut comparer directement l'état actuel de l'opinion avec les chutes passées du soutien à l'UE. Cependant, l'ampleur de la baisse récente (à partir d'une situation déjà morose en 2010) donne à penser **qu'on atteint ou qu'on approche aujourd'hui le niveau record de l'euro-morosité du dernier quart de siècle.** Cela est allé de pair avec une tendance croissante de l'opinion à anticiper une détérioration de la situation économique ; la corrélation entre ces variables est manifeste.

En dépit des nombreux signes négatifs d'évolution de l'opinion (dans ces données d'Eurobaromètre comme dans d'autres enquêtes par sondage réalisées dans tel ou tel pays), **le citoyen européen moyen paraît cependant vouloir encore croire que l'Union européenne peut agir utilement contre la crise.** Si le rôle qui lui est potentiellement prêté à cet égard n'en fait pas un acteur unique, et s'il a tendu sans doute à s'effriter, il ne s'est en tous cas pas effondré. **Et, malgré une chute brutale** (de près d'une dizaine de points depuis le printemps de 2011, s'ajoutant à une perte du même ordre depuis les quatre années précédentes), **il reste une (faible) majorité relative de citoyens qui se déclarent en fin de compte optimistes pour le futur de l'UE.**

Dans ce contexte, **la monnaie unique reste l'objet d'un soutien majoritaire dans l'UE, et même très majoritaire (aux deux tiers) dans la zone euro. Ce soutien a certes diminué depuis 2007 et surtout depuis 2010, mais dans une proportion nettement moindre que celle des indicateurs d'opinion précédents. À l'automne de 2012, l'attachement à l'euro apparaît (plus ou moins fortement) majoritaire dans tous les pays de la zone euro (à l'exception relative de Chypre où avis positifs et négatifs s'équilibrent) ; et des majorités au moins relatives s'expriment aussi dans ce sens en Roumanie, en Hongrie et en Bulgarie. La marge d'approbation d'« une Union économique et monétaire avec une seule monnaie, l'euro » est aujourd'hui moins grande dans les pays d'Europe du Sud les plus directement touchés ou menacés par les effets de la crise. Il y a fort à parier que cette apparente frilosité s'adresse non à l'euro en lui-même mais au traitement qui leur est actuellement administré au sein de l'UEM.**

Plus généralement, les citoyens de ces États membres sud-européens, pour beaucoup parmi les plus europhiles naguère, manifestent anxiété ou amertume en étant de ceux où la chute des opinions favorables à l'UE a été la plus forte depuis le début de la crise. À l'automne de 2012, le nombre des pessimistes quant à l'avenir de l'UE dépasse chez eux celui des optimistes (ou, en Espagne, s'en approche) - caractéristique qu'ils partagent aujourd'hui avec les eurosceptiques traditionnels britanniques et les citoyens d'autres pays euroréservés (Hongrie, République tchèque). L'opinion française est aujourd'hui aussi majoritairement pessimiste sur ce plan.

Plusieurs éléments de cette analyse paraissent confirmer le risque évoqué il y a quelques mois dans l'étude « Les Européens croient-ils encore en l'UE ? » de voir se creuser des lignes de fracture entre pays de l'UE.

SOMMAIRE

INTRODUCTION : LA MONTÉE DE L'EUROMOROSITÉ DEPUIS 2007	3
1. L'évolution des opinions publiques vis-à-vis de l'UE : une désaffection globale quoique variable selon les pays	5
1.1. Une nette accentuation de la désaffection globale vis-à-vis de l'UE (confiance – image – direction)	5
1.1.1. La confiance dans l'UE	5
1.1.2. L'image de l'UE	6
1.1.3. La direction dans laquelle va l'UE	6
1.2. L'inégale ampleur du déclin des opinions pro-UE : la hiérarchie modifiée de l'eurofaveur et de l'eurosepticisme	7
1.2.1. Une « eurofaveur » en net déclin dans certains pays	7
1.2.2. Le panorama de l'eurosepticisme à l'automne 2012 : une extension vers le Sud	11
2. Les perceptions de la crise, de sa gestion et de l'avenir de l'UE : une morosité globale en progression	13
2.1. La situation économique à venir : l'anticipation d'une nouvelle détérioration	14
2.1.1. Évolution de l'opinion moyenne dans l'UE 27 : tendance à la dégradation accentuée en 2011	14
2.1.2. Données par pays : ampleur variable du pessimisme	15
2.2. Les acteurs de la lutte contre la crise : tassement de la crédibilité de l'UE, volonté d'espérer malgré tout	16
2.2.1. Évolution de l'opinion moyenne dans l'UE 27 : l'UE acteur attendu, mais pas le seul acteur	16
2.2.2. L'UE en tant qu'acteur de la lutte contre la crise vue des différents États membres : des écarts notables	17
2.3. Les visions de l'avenir de l'UE	18
2.3.1. Évolution de l'opinion moyenne dans l'UE 27 : chute de l'optimisme, désormais seulement faiblement majoritaire	18
2.3.2. Optimisme ou pessimisme pour l'avenir de l'UE : les Européens du Sud maintenant parmi les plus sombres avec les citoyens de pays traditionnellement « euro-défiants »	18
3. Les attitudes à l'égard de l'euro : un attachement en recul mais toujours majoritaire	20
3.1. Évolution de l'opinion moyenne UE 27. Érosion du soutien à l'euro, qui reste toutefois majoritaire	20
3.2. Un soutien clairement majoritaire dans les pays de la zone euro	21
3.2.1. La situation en 2012 : des majorités favorables souvent très nettes	21
3.2.2. L'évolution 2007-2012 : affaissement dans certains pays, amélioration dans quelques autres	21
3.3. La perception de l'euro dans les pays européens non membres de la zone euro	22
3.3.1. La situation en 2012 : soutien minoritaire dans la plupart de ces pays	22
3.3.2. L'évolution depuis 5 ans (2007-2012) : tendance générale à l'affaissement	22
CONCLUSION	23

INTRODUCTION : LA MONTÉE DE L'EUROMOROSITÉ DEPUIS 2007

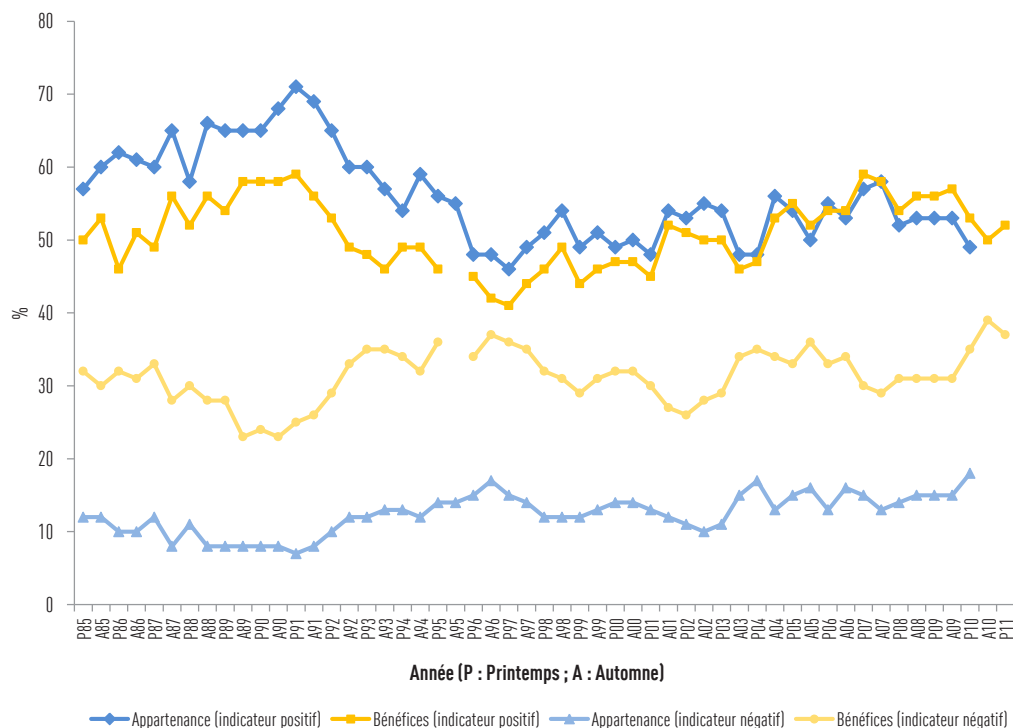
Notre Europe - Institut Jacques Delors a publié, en juin 2012, une étude qui examinait un quart de siècle d'évolution des attitudes et des attentes des citoyens européens à l'égard de l'UE¹.

Cette étude reposait principalement sur la réanalyse d'études qualitatives réalisées tout au long de la période considérée. Elle comportait toutefois un chapitre initial dans lequel étaient retracées **les fluctuations, depuis 1985, de deux indicateurs d'opinion** qui avaient été l'objet de mesure systématique dans chacune des vagues semestrielles des enquêtes Eurobaromètre Standard - au moins jusqu'à des dates récentes :

- Indicateur d'appartenance² - mesuré jusqu'au printemps de 2010 ;
- Indicateur de bénéfice³ - mesuré jusqu'au printemps de 2011.

La Commission européenne semble avoir abandonné ces indicateurs⁴, pourtant particulièrement intéressants puisque les seuls pour lesquels on disposait de séries continues ininterrompues depuis plusieurs décennies.

Graphique 1 : Évolution des indicateurs d'appartenance et de bénéfice entre 1985 et 2011



Source : données Eurobaromètre.

1. Daniel Debomy, « Les Européens croient-ils encore en l'UE ? », Étude n° 92, Notre Europe, juin 2012.

2. Libellé de la question : « D'une façon générale, pensez-vous que le fait pour (notre pays) de faire partie de l'Union européenne est ? Une bonne chose ; Une mauvaise chose ; Une chose ni bonne, ni mauvaise. ».

3. Libellé de la question : « Tout bien considéré, estimez-vous que (notre pays) a bénéficié ou non de son appartenance à l'Union européenne ? Bénéficié ; Pas bénéficié. ».

4. Pour des raisons à notre connaissance toujours pas explicitées - sur ce sujet, voir Salvatore Signorelli, « L'UE et les opinions publiques : je t'aime, moi non plus ? », Étude et Rapport n° 93, Notre Europe - Institut Jacques Delors, novembre 2012.

L'examen des évolutions les plus récentes de l'opinion nécessite donc de recourir aux résultats d'autres questions posées dans les enquêtes Eurobaromètre Standard.

Avant d'y procéder, on rappellera toutefois de manière très résumée **l'évolution du score européen moyen des deux indicateurs précités** jusqu'à leur récent abandon.

- Après avoir subi une forte décroissance entre 1991 (maxima historiques atteints au printemps de cette année-là) et 1997 (creux historiques dans la vague de printemps), les deux indicateurs avaient subi une remontée partielle, lente et en dents de scie, jusqu'à l'automne de 2007.
- Avec les premiers effets de la crise, le premier (appartenance) chutait dans la vague suivante de 6 points, se maintenait à un niveau 1 point plus élevé pendant trois vagues, puis baissait à nouveau de 4 points pour s'établir au printemps de 2010 à 49% d'avis favorables, contre 18% d'avis défavorables (et 29% d'opinions mitigées « ni bonne, ni mauvaise »).
- Le second (bénéfice) connaissait des fluctuations limitées au cours des deux années suivantes (baisse légère avant rattrapage, et même regain d'1 point à l'automne de 2009), puis baissait de 7 points en deux vagues avant d'en regagner 2 au printemps de 2011, où les réponses favorables étaient de 52%, contre 37%.

L'affaissement qui s'est amorcé à partir de 2007 a été sensible.

On observait **toutefois, jusqu'il y a un an**, qu'il restait en fin de compte **relativement limité eu égard à la profondeur de la crise et à l'incapacité de l'Union européenne à y trouver remède.**

Si on était bien entendu très loin des sommets d'eurofaveur atteints autour de 1990, l'euromorosité ambiante n'était pas la plus forte qu'on ait constatée depuis deux décennies.

Prenant en compte les enseignements des enquêtes qualitatives, **l'étude mettait par ailleurs en évidence le maintien de fortes attentes à l'égard de l'Union malgré des inquiétudes croissantes.**

Cependant, on y discernait aussi, avec l'apparition de lignes de fracture inquiétantes entre Européens, le risque d'une désagrégation accentuée des attitudes à l'égard de l'UE.

L'examen des évolutions les plus récentes des attitudes générales à l'égard de l'UE amène à analyser les réponses à plusieurs questions administrées ces derniers temps dans les enquêtes Eurobaromètre Standard. Évaluer l'impact de la crise sur les opinions publiques implique en outre de prendre en compte des questions plus spécifiques relatives à cette crise et à l'euro.

On distinguera donc **trois types de facteurs** :

- Les perceptions de l'UE sur un plan général ;
- Les perceptions de la crise, de sa gestion et de son impact sur l'avenir de l'UE ;
- Les attitudes vis-à-vis de l'euro.

1. L'évolution des opinions publiques vis-à-vis de l'UE : une désaffection globale quoique variable selon les pays

1.1. Une nette accentuation de la désaffection globale vis-à-vis de l'UE (confiance – image – direction)

1.1.1. La confiance dans l'UE

Une des questions posées dans l'Eurobaromètre Standard porte sur la confiance en l'Union européenne⁵. Cette question est de celles qui sont posées depuis plusieurs années, et pour laquelle on peut suivre les réponses qui ont été données depuis l'élargissement de l'Union de 2004.

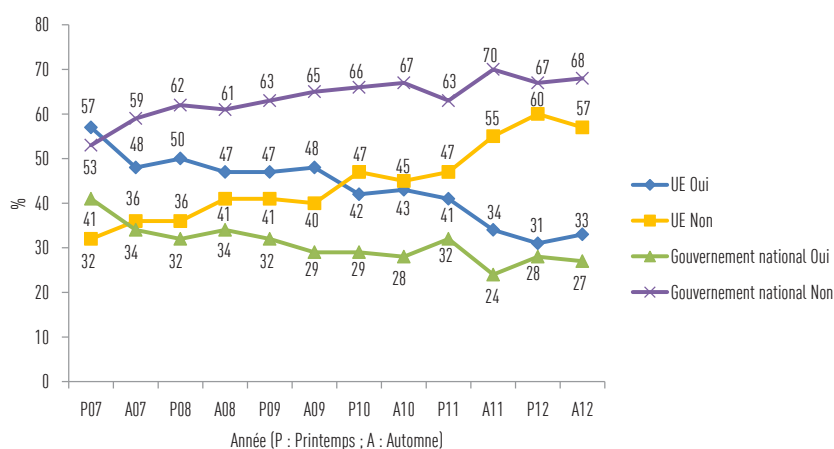
On relève pendant cette période **une pointe du score de réponses positives en 2007** (en l'occurrence, au printemps), à 57% (contre 32%). Ce score a **ensuite fléchi** en deux étapes **jusqu'au printemps de 2011**, se situant entre 47% et 50% jusqu'à l'automne de 2009, puis autour de 42% en 2010 et au printemps de 2011. Une telle évolution est peu ou prou comparable à celle des deux indicateurs fondamentaux évoqués en introduction.

Depuis lors, **la confiance en l'UE s'est à nouveau fortement affaïssée** à l'automne de 2011 (34% de confiance contre 55%), a perdu 3 points supplémentaires au printemps de 2012 (31% contre 60%), dont 2 ont été regagnés à l'automne (33% contre 57%).

Près de deux sur trois des Européens qui se prononcent à ce sujet manifestent aujourd'hui un manque de confiance en l'UE.

Le fait que les déclarations de même nature concernant le gouvernement national soient encore plus négatives indique qu'une corrélation existe entre ces deux évolutions. Mais cela ne peut occulter le caractère très préoccupant de ce résultat pour l'UE. D'ailleurs, si une grande désaffection envers les autorités nationales avait toujours été enregistrée dans les réponses à cette question au long de la période considérée, ce n'était pas le cas pour l'UE qui, jusqu'en 2009, bénéficiait d'une majorité au moins relative de confiance exprimée : « l'avantage comparatif » de l'UE s'est donc beaucoup réduit.

Graphique 2 : Confiance en l'Union européenne et en le gouvernement national



Source : données Eurobaromètre.

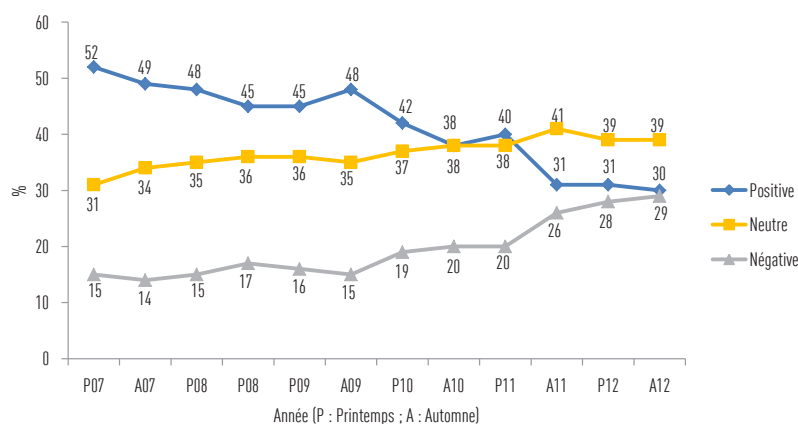
5. Libellé de la question : « Je voudrais maintenant vous poser une question à propos de la confiance que vous inspirent certaines institutions. Pour chacune des institutions suivantes, pourriez-vous me dire si vous avez plutôt confiance ou plutôt pas confiance en elle ? » (Question posée pour l'Union européenne ainsi notamment que pour des institutions politiques nationales ou internationales).

1.1.2. L'image de l'UE

Les interviewés des enquêtes Eurobaromètre étaient aussi interrogés sur l'image qu'ils ont de l'Union européenne⁶.

Le score des réponses positives a également fléchi entre 2007 (52% au printemps, contre 15%) et le printemps de 2011 (40% contre 20%)⁷ ; 6 mois plus tard, il a subi lui aussi une chute brutale (31% contre 26%), confirmée au printemps (31% contre 28%) et à l'automne de 2012 (30% contre 29%) - les images « neutres » étant au nombre de 39% et les non-réponses de 2%.

Graphique 3 : Image de l'UE



Source : données Eurobaromètre.

1.1.3. La direction dans laquelle va l'UE

Autre signe de désenchantement croissant, celui qui apparaît dans les opinions exprimées sur la bonne ou mauvaise direction dans laquelle va actuellement l'Union européenne - qu'on peut comparer aux mêmes opinions concernant son propre pays⁸.

- En 2007 (vague d'automne), 40% des Européens, contre 23%, estimaient que les choses allaient dans la bonne direction dans l'UE, et l'écart restait le même 6 mois plus tard (42% contre 25%).

Les opinions à ce sujet se dégradèrent ensuite progressivement jusqu'au printemps de 2011⁹, où les optimistes étaient 31%, contre 40%.

La vague de l'automne de 2011 voyait une chute marquée - à 19% contre 55% - celle du printemps et de l'automne de 2012 améliorant un peu la situation : bonne direction pour 21% puis 22%, mauvaise direction pour 53% puis 52%.

- Dans le même temps, les opinions relatives au sens positif de l'évolution au plan national baissaient aussi entre l'automne de 2007 (34% contre 41%) et le printemps de 2011 (28% contre 51%)¹⁰, puis nettement

6. Libellé de la question : « En général, l'image que vous avez de l'UE est-elle très positive, assez positive, neutre, assez négative ou très négative ? ».

7. Avec toutefois une légère embellie pendant l'année 2009.

8. Libellé de la question : « En ce moment, diriez-vous que, d'une manière générale, les choses vont dans la bonne direction ou dans la mauvaise direction... ? Dans l'Union européenne ; En (notre pays) ; ... ».

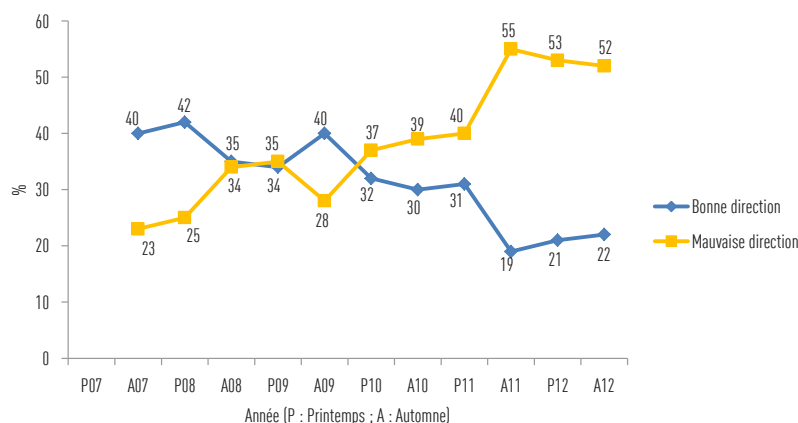
9. Avec seulement une embellie sans lendemain à l'automne de 2009.

10. Avec également une légère embellie passagère à l'automne de 2009.

encore à l'automne suivant (21% contre 58%). Elles se redressaient au printemps de 2012 (27% contre 51%), mais s'affaissaient à nouveau à l'automne (24% contre 56%).

On constate que **la dégradation perçue a été plus sensible au plan européen qu'au plan national**, ce qui correspond à un certain mouvement de repli des opinions publiques vers le cadre national, voire parfois nationaliste.

Graphique 4 : Direction dans laquelle va l'UE



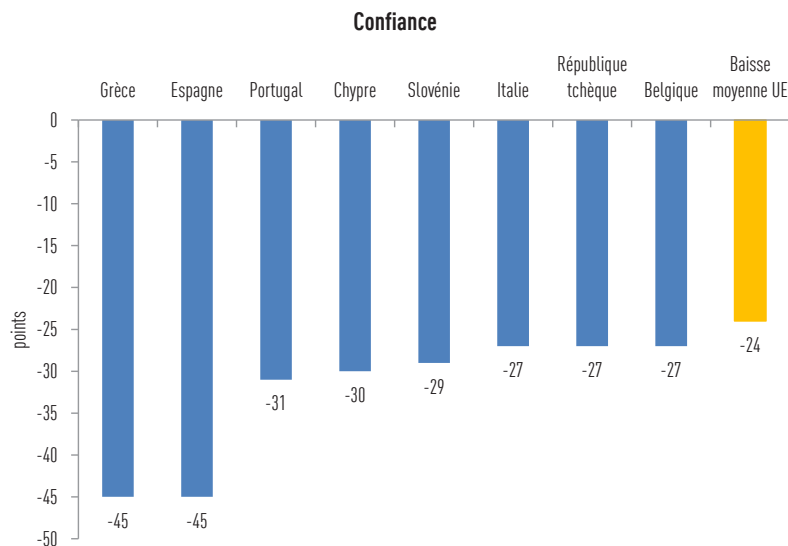
Source : données Eurobaromètre.

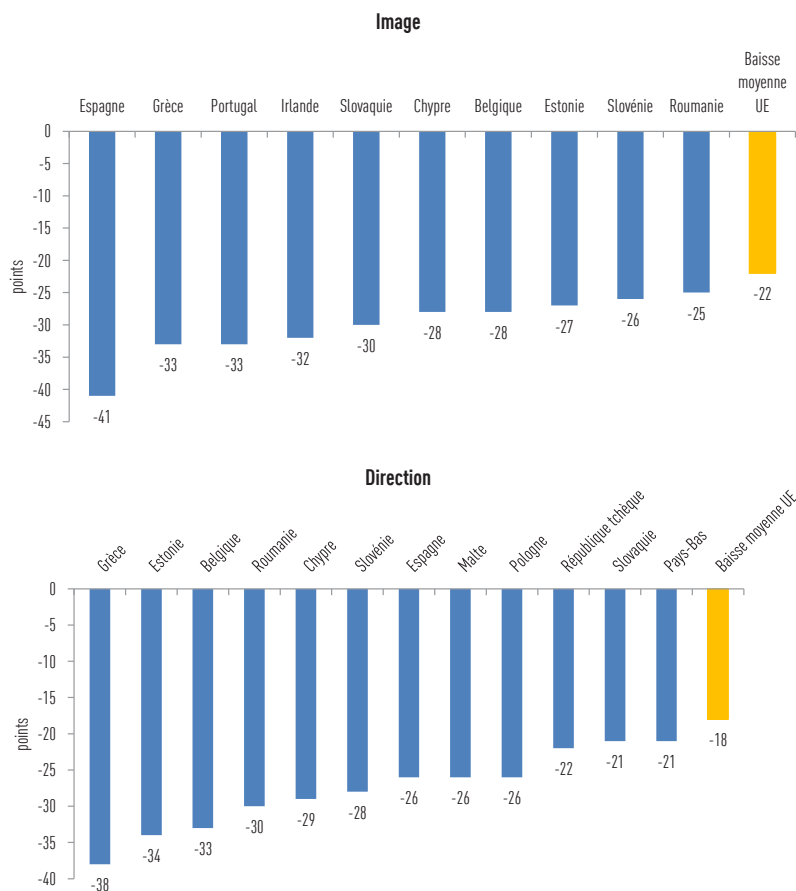
1.2. L'inégale ampleur du déclin des opinions pro-UE : la hiérarchie modifiée de l'eurofaveur et de l'eurosepticisme

1.2.1. Une « eurofaveur » en net déclin dans certains pays

Le graphique 5 met en évidence les pays où l'eurofaveur a le plus décliné du printemps de 2007 à l'automne de 2012, en indiquant l'ampleur de la baisse des réponses positives aux questions sur la confiance en l'UE, l'image que l'on en a, et la bonne ou mauvaise direction qu'elle suit.

Graphique 5 : Un fort déclin des opinions pro-UE dans nombre de pays entre 2007 et 2012





Source : données Eurobaromètre.

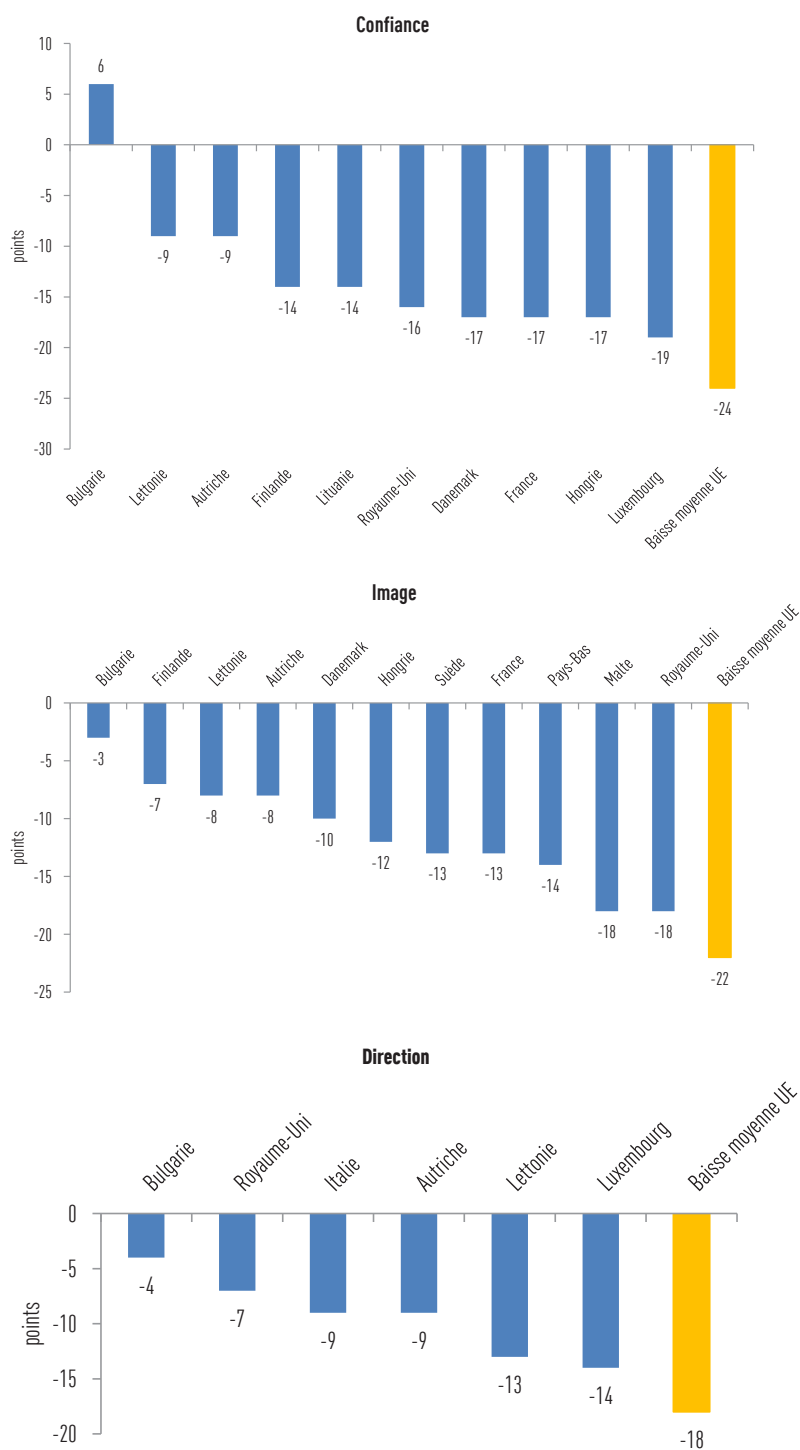
On trouve en premier lieu parmi les États membres où la baisse a été la plus sensible des pays d'Europe du Sud particulièrement affectés par la crise, Grèce, Espagne, Portugal, Chypre.

L'Italie et l'Irlande sont également de ceux dans lesquels cette baisse a été plus forte que dans la moyenne communautaire, mais des signes de redressement y apparaissent dans la dernière vague d'enquête.

On y relève ensuite la présence de pays aux situations diverses : anciens et nouveaux États membres traditionnellement eurofavorables (Belgique, Slovénie, Slovaquie, Roumanie), ambivalents (Estonie) ou euro-réticents (République tchèque).

Au contraire, les pays où les scores de réponses favorables ont décliné moins que la moyenne sont notamment (classés en partant de la baisse la moins forte) la Bulgarie, ensuite l'Autriche, la Lettonie et le Royaume-Uni (pays où, pour des raisons d'ailleurs bien différentes, l'eurofaveur était initialement particulièrement basse), puis la Finlande, le Danemark, la Hongrie, la France et le Luxembourg.

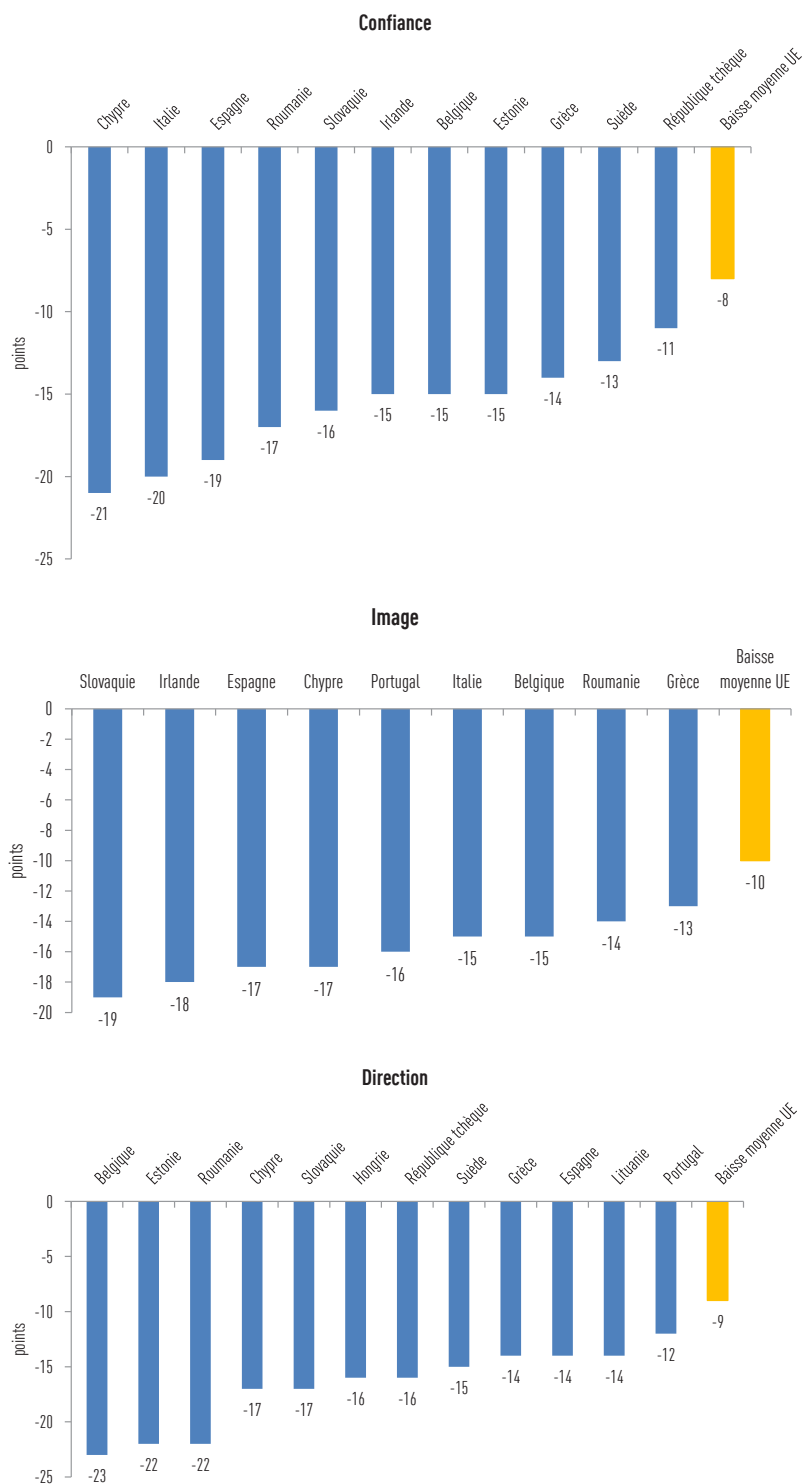
Graphique 6 : Une dégradation plus limitée de la perception de l'UE dans certains pays



Source : données Eurobaromètre.

Le graphique 7 permet d'illustrer les évolutions vers le bas des mêmes facteurs au cours de la période la plus récente (du printemps de 2011 à l'automne de 2012).

Graphique 7 : Les pays où le déclin des opinions pro-UE est le plus net entre le printemps 2011 et l'automne 2012



Source : données Eurobaromètre.

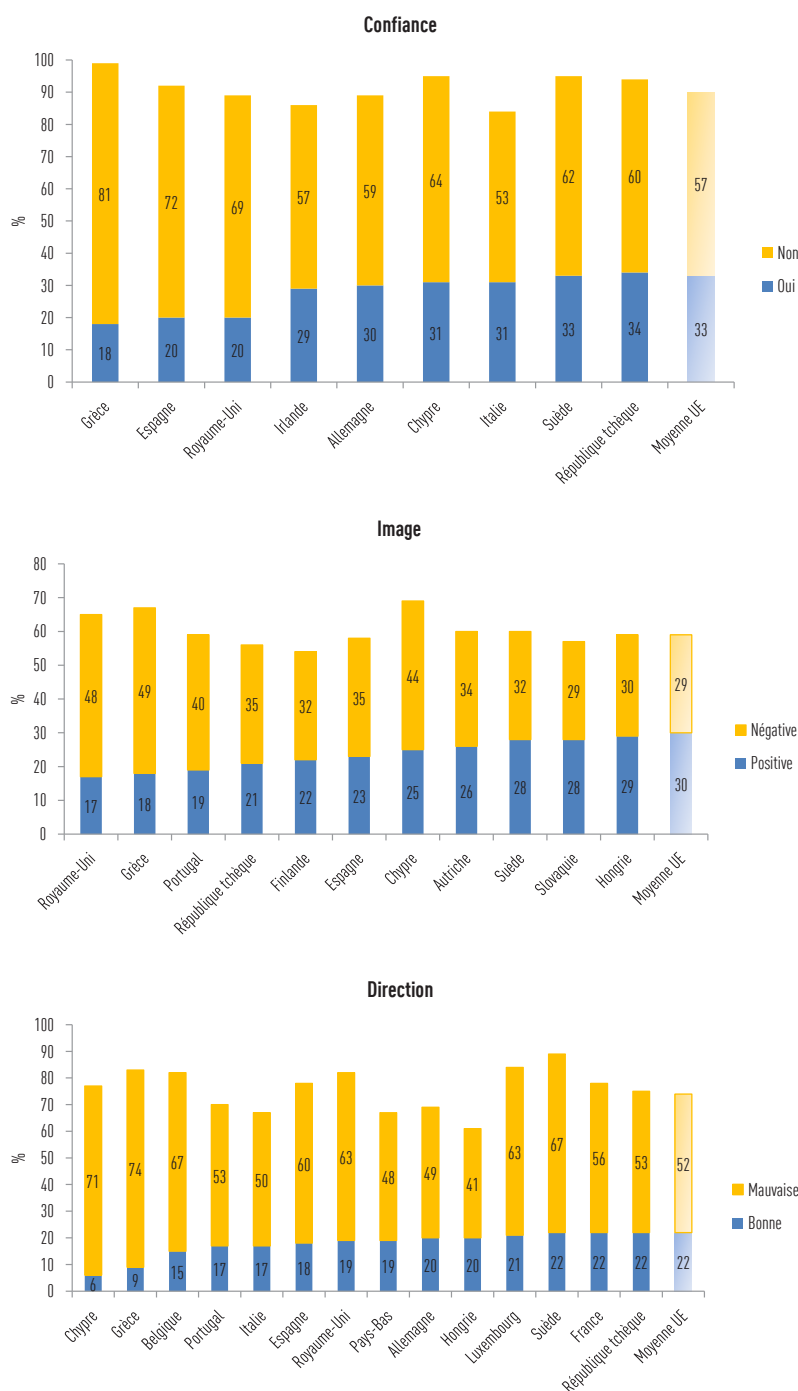
On y constate notamment l'aggravation, depuis le début de 2011, de l'état de l'opinion dans les pays du Sud de l'Europe occidentale et à Chypre ainsi qu'en Irlande plus modérément, mais aussi dans de

nombreux États membres d'Europe centrale et orientale à l'origine plus ou moins bien disposés envers l'Union (Slovaquie, Roumanie, Estonie, République tchèque) **et** - de manière frappante - **en Belgique**.

1.2.2. Le panorama de l'eurosepticisme à l'automne 2012 : une extension vers le Sud

Le **panorama de l'eurosepticisme** qui résulte de ces évolutions à l'automne de 2012 est le suivant pour chacun des trois indicateurs d'opinion.

Graphique 8 : Pays ayant une perception majoritairement négative de l'UE à l'automne 2012

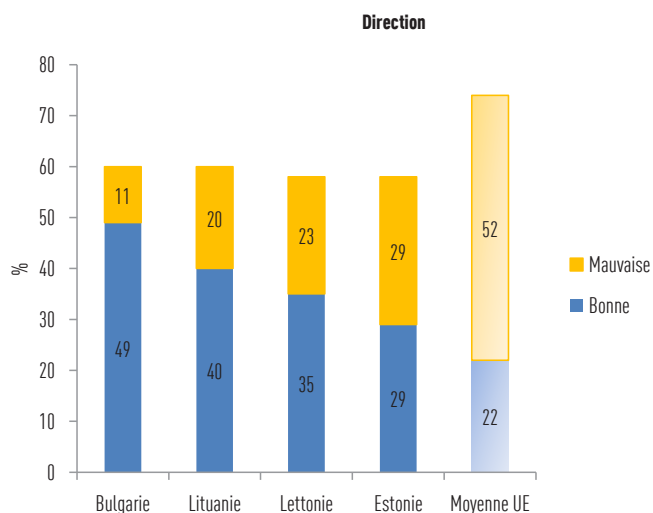
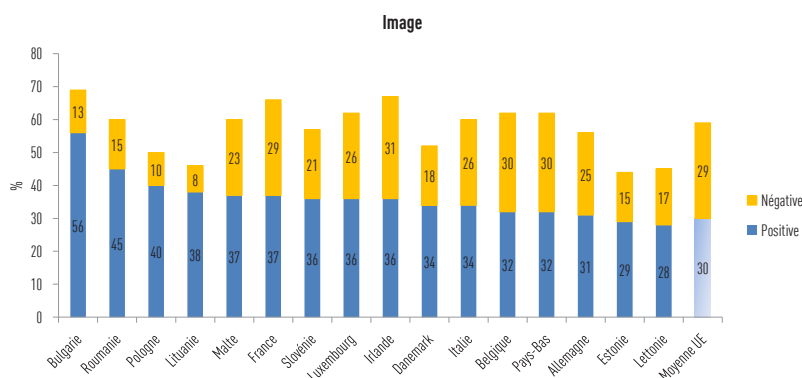
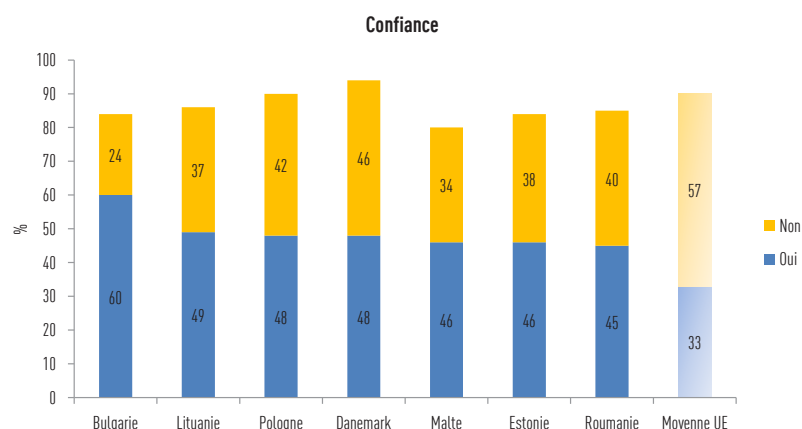


Source : données Eurobaromètre.

À côté d'euro-opposants systématiques comme les Britanniques, d'euro-défiants comme les Tchèques, les Hongrois ou les Autrichiens et d'euro-réservés comme les Suédois, on trouve maintenant parmi les désabusés de l'Union européenne les citoyens de pays du Sud de l'Europe, naguère particulièrement eurofavorables et enclins à en reconnaître les bénéfiques.

En outre, on voit se manifester, au travers de l'un ou l'autre des indicateurs, la morosité des citoyens d'autres États membres anciens (dont des États membres fondateurs) ou nouveaux, même s'il faut souligner que le score de nombreux pays demeure encore relativement favorable à l'UE.

Graphique 9 : Pays ayant une perception majoritairement positive de l'UE à l'automne 2012



Source : données Eurobaromètre.

- En ce qui concerne **la question sur la confiance**, le seul État membre dans lequel une majorité absolue des interviewés se dégage pour exprimer leur confiance en l'UE est aujourd'hui la Bulgarie (avec 60% contre 24%) – pays naguère prudemment eurofavorable, où les bienfaits de l'appartenance à l'Union paraissent de plus en plus reconnus.

On trouve ensuite des majorités relatives nettes (en Lituanie, 49% contre 37% ; en Pologne, 48% contre 42% ; à Malte, 46% contre 34% ; en Estonie, 46% contre 38%, en Roumanie, 45% contre 40%) ou plus faibles (au Danemark, 48% contre 46%).

Dans tous les autres États membres le solde est négatif – le plus fortement dans ceux qui figurent dans le Graphique 8.

- Pour les réponses à **la question sur l'image positive ou négative qu'on a de l'UE**, il n'y a aussi qu'en Bulgarie qu'on trouve une majorité absolue de déclarations d'image positive (56% contre 13%).

On trouve ensuite¹¹ la Roumanie (42% contre 15%), la Pologne (40% contre 10%), la Lituanie (38% contre 8%), la Slovénie (36% contre 21%), Malte (37% contre 23%), la France (37% contre 29%), le Luxembourg (36% contre 26%), l'Irlande (36% contre 31%), le Danemark (34% contre 18%), l'Italie (34% contre 26%), la Belgique (32% contre 30%), les Pays-Bas (32% contre 30%), l'Allemagne (31% contre 25%), l'Estonie (29% contre 15%), la Lettonie (28% contre 17%).

Dans les autres pays (cf. Graphique 8), le solde des réponses favorables et défavorables est négatif.

- Quant à **la bonne ou mauvaise direction suivie par l'UE**, on trouve des majorités relatives pour estimer bon le sens actuel de l'évolution dans trois États membres : la Bulgarie (49% contre 11%), la Lettonie (35% contre 23% – résultat qui confirme en l'occurrence une amélioration des visions de l'UE dans ce pays), et la Lituanie (40% contre 20%) ; les scores positifs et négatifs s'équilibrent en Estonie (29% contre 29%).

Le solde est en revanche particulièrement négatif à Chypre (6% contre 71%), en Grèce (9% contre 74%), en Belgique (15% contre 67%), en Suède (22% contre 67%), au Royaume-Uni (19% contre 63%), en Espagne (18% contre 60%), au Luxembourg (21% contre 63%), au Portugal (17% contre 53%), en Italie (17% contre 50%), en France (22% contre 56%), en République tchèque (22% contre 53%), en Finlande (25% contre 60%) et au Danemark (31% contre 53%).

Le solde négatif reste en revanche le plus modéré en Pologne (38% contre 43%) et en Roumanie (30% contre 34%).

2. Les perceptions de la crise, de sa gestion et de l'avenir de l'UE : une morosité globale en progression

Que la montée de l'euroscpticisme aille de pair avec les craintes liées à la crise ne fait guère de doute : en même temps que la dégradation des attitudes à l'égard de l'UE, on a en effet observé une montée des anticipations pessimistes de la situation économique à venir dans l'avenir proche¹².

11. Classés dans un ordre qui tient compte à la fois des scores de réponses positives et des écarts entre celles-ci et les réponses négatives.

12. Libellé de la question : « Quelles sont vos attentes pour les douze prochains mois ? Les douze prochains mois seront-ils meilleurs, moins bons, ou sans changement en ce qui concerne... » (Question posée notamment à propos de la situation économique dans le pays et dans l'UE et de la situation financière du ménage).

2.1. La situation économique à venir : l'anticipation d'une nouvelle détérioration

2.1.1. Évolution de l'opinion moyenne dans l'UE 27 : tendance à la dégradation accentuée en 2011

- En ce qui concerne **les attentes relatives à la situation économique du pays**, l'année 2007 avait marqué un recul du pessimisme qui prévalait les années précédentes. Au printemps de 2007, ceux qui imaginaient respectivement une amélioration et une détérioration dans les 12 mois suivants étaient en nombres équivalents (28% contre 27%, 38% choisissant l'option « sans changement »).

Cet indicateur se dégradait fortement en 2008 (15% d'optimistes contre 51% de pessimistes à l'automne), **remontait ensuite** pour se situer **jusqu'au printemps de 2011** à un niveau où les optimistes étaient seulement légèrement moins nombreux que les pessimistes (23% contre 28%), **avant de rechuter brusquement**.

À l'automne, 16% seulement croyaient en une année à venir meilleure contre 44% d'avis inverses.

En 2012, on assistait à un léger redressement au printemps (avec un score de 19% contre 37%), **puis à un affaissement à l'automne** (17% contre 40%), **la balance penchant toujours nettement vers le pessimisme**.

- Les réponses à la même question concernant **l'avenir à 12 mois de la situation économique dans l'UE** connaissaient une évolution voisine.

En 2007, le nombre des optimistes dépassait celui des pessimistes (28% contre 16% au printemps, 38% déclarant croire à une stabilité de la situation).

2008 voyait se produire une forte dégradation (16% contre 41% à l'automne), **2009 une nette embellie** (30% contre 21% à l'automne) **avant un affaissement en 2010 et au début de 2011** (21% contre 25% au printemps).

La même chute nette que pour l'économie nationale était observée à l'automne de 2011 (16% d'optimistes contre 44% de pessimistes) **avant une légère baisse du pessimisme au printemps de 2012** (score : 17% contre 39%), **et à l'automne suivant** (16% contre 39%).

Globalement, la **détérioration est un peu plus marquée pour le niveau européen** que pour le niveau national.

- Les réponses à une question plus spécifique liée à la crise confirment la **brutale dégradation** des perceptions de la situation **à l'automne de 2011**¹³.

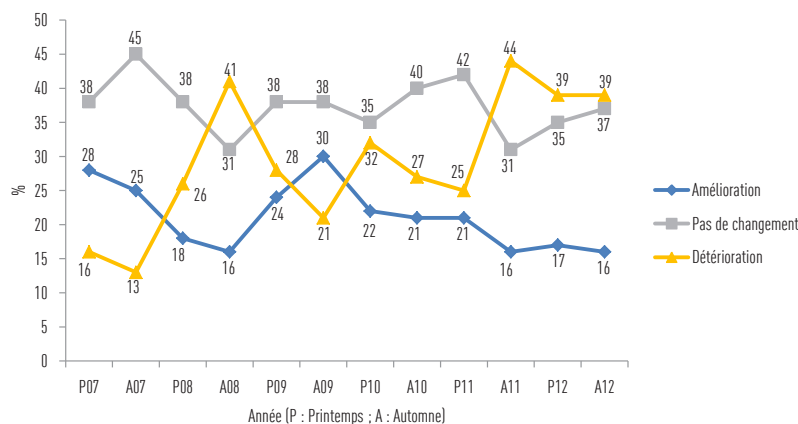
Du printemps de 2009 à celui de 2011, ceux qui pensaient que la **situation de l'emploi** allait continuer à se dégrader (« le pire reste à venir ») avaient baissé assez régulièrement de 61% (contre 28% d'optimistes) à 47% (contre 43%).

À l'automne de 2011, le pourcentage des pessimistes à cet égard bondissait de plus de 20 points (68%, contre 23%) **et, malgré une amélioration, restait très fortement majoritaire au printemps** (60%, contre 30%) **et à l'automne de 2012** (62% contre 29%)¹⁴.

13. Libellé de la question (posée depuis le printemps de 2009) : « Certains analystes disent que l'impact de la crise économique sur le marché de l'emploi en est déjà à son apogée et que les choses vont tout doucement s'améliorer. D'autres, au contraire, disent que le pire reste à venir. Laquelle de ces deux opinions se rapproche le plus de la vôtre ? ».

14. On note qu'en même temps le chômage était considéré, dans une autre question, comme le problème le plus important à résoudre pour son pays, parmi une douzaine d'autres problèmes, devant « la situation économique ».

Graphique 10 : Anticipation de la situation économique dans l'UE



Source : données Eurobaromètre.

2.1.2. Données par pays : ampleur variable du pessimisme

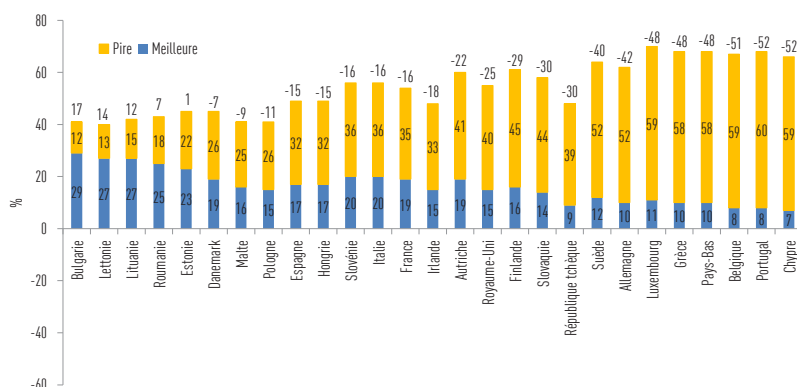
À l'automne de 2012, on ne s'aventure dans aucun des États membres à penser majoritairement que les douze prochains mois vont voir une amélioration de la situation économique dans l'UE.

Le pourcentage le plus élevé d'optimistes n'atteint pas 30% (alors que celui des pessimistes atteint ou dépasse 50% dans plusieurs pays).

Le nombre des réponses intermédiaires (« sans changement ») et des non-réponses (37% plus 8%, soit 45% d'indétermination au total pour la moyenne communautaire), partout notable, parfois très élevé (entre 30% et 60%) témoigne d'une difficulté logique à prédire ce que sera le sens de l'évolution.

Dans ce contexte général, on observe toutefois des écarts sensibles entre des pays enclins à un très prudent optimisme relatif et d'autres où les visions de l'avenir à douze mois sont particulièrement sombres – ainsi qu'on peut le constater dans le Graphique 11.

Graphique 11 : Situation économique dans l'UE pour les douze prochains mois



Source : données Eurobaromètre.

On trouve, parmi les plus pessimistes à cet égard :

- Des citoyens de pays sud-européens très affectés par la crise et qui semblent ici ne pas escompter d'embellie dans l'année à venir : Portugal, Chypre et Grèce.

(On peut noter que, moroses aussi dans l'ensemble comme beaucoup d'Européens, **les Espagnols et les Irlandais** montrent un pessimisme moins exacerbé, ainsi que **les Italiens** dont le moral sur ce plan apparaît un peu meilleur à l'automne qu'au printemps de 2012).

- **Ceux de pays du Nord de l'Europe occidentale, « créditeurs potentiels » dans la zone euro : les Pays-Bas, l'Allemagne et la Finlande**, ainsi que **la Belgique, le Luxembourg et l'Autriche** dont les perceptions sur ce plan se sont dégradées depuis 6 mois.
- **Ceux de pays traditionnellement sceptiques ou réservés vis-à-vis de l'UE : Suède, Royaume-Uni, République tchèque notamment.**
- **Les citoyens de la Slovaquie**, qui s'ajoutent maintenant aux euromoroses.

On voit qu'on a affaire à **des cas contrastés**.

Par ailleurs, on relève **dans quelques pays une tendance relative à l'optimisme plutôt qu'à l'inverse** - à côté d'une majorité de réponses indéterminées : il s'agit de cinq des nouveaux États membres, les plus récents entrants Bulgarie et Roumanie et les États baltes.

Globalement, en confrontant le classement des États membres dans ce Graphique 11 avec celui du panorama de l'euro-scepticisme (cf. 1.2.), on peut mettre en évidence une certaine corrélation entre les deux facteurs : les États membres dans lesquels les perceptions générales de l'UE sont les plus sombres sont souvent en même temps des pays où règne un grand pessimisme pour la situation économique de l'UE à douze mois (et inversement) - cette corrélation n'étant cependant pas absolue.

Cette constatation peut amener à la question de savoir si les perceptions de l'UE ne seraient pas appelées à se redresser « mécaniquement » si se produisait une amélioration des perspectives économiques - mais il serait hasardeux de chercher à y répondre à partir des seules données ici disponibles.

2.2. Les acteurs de la lutte contre la crise : tassement de la crédibilité de l'UE, volonté d'espérer malgré tout

La question de savoir qui peut le mieux agir contre la crise a amené les réponses suivantes¹⁵.

2.2.1. Évolution de l'opinion moyenne dans l'UE 27 : l'UE acteur attendu, mais pas le seul acteur

À l'automne de 2012, l'UE est citée par 23%, devant le gouvernement national (20%), le G20 (14%) et le FMI (13%), les États-Unis fermant la marche (8%).

L'examen de l'évolution des réponses depuis le printemps de 2009 met en évidence **une assez grande stabilité, avec toutefois quelques modifications**.

- Les États-Unis, qui suscitaient au début 16% des réponses, ont vu le poids qui leur est prêté diminuer pour se situer entre 5% et 8% à partir du printemps de 2010.
- La même évolution (quoique dans une moindre mesure) s'est produite pour le G20 : 20% dans la mesure initiale, entre 14% et 16% depuis le printemps de 2010.

¹⁵ Libellé de la question (posée depuis le printemps de 2009) : « D'après vous, parmi les suivants, qui peut agir le plus efficacement face aux conséquences de la crise financière et économique ? » (Réponse unique parmi l'UE, le gouvernement national, le FMI, le G20 et les États-Unis - plus autres éventuels).

- Le score du FMI est resté assez stable de 13% à 15% (sauf baisse temporaire à 11% à l'automne de 2009).
- **L'Union européenne s'est toujours située en tête des réponses - mais sans pour autant prendre le pas sur d'autres acteurs.**

Son score, de 21% dans la première mesure, avait d'abord crû, atteignant 26% au printemps de 2010.

Il a eu ensuite tendance à s'effriter, revenant au printemps de 2012 à ses 21% de départ avant de regagner 2 points à l'automne.

- Le gouvernement national, peu choisi la première fois où cette question a été posée (12%), a vu son score monter 6 mois plus tard à 19%, et a gagné ensuite 2 points supplémentaires, égalant au printemps de 2012 celui de l'UE avant de marquer légèrement le pas à l'automne (20%).

En résumé, **l'Union européenne ne s'est pas disqualifiée** aux yeux des citoyens pour agir contre la crise, **mais elle est loin d'être le seul acteur, et le rôle qui lui est prêté n'a pas eu tendance à augmenter depuis que cette question est posée.**

Les dernières enquêtes Eurobaromètre Standard comportaient une question proche, en apparence, de l'une de celles qui ont été évoquées plus haut, sur **la bonne ou la mauvaise direction prise par l'UE - en spécifiant « pour sortir de la crise et faire face aux nouveaux défis mondiaux »**¹⁶.

À l'automne de 2012, 41% des interviewés optaient pour « la bonne direction » contre 32% « la mauvaise direction »¹⁷ - alors que la question précédente sur la bonne ou mauvaise orientation de l'UE « de manière générale » montrait une opinion publique considérablement plus sombre (pour rappel, 22% contre 52%).

Cette nouvelle question faisait immédiatement suite à une série d'autres dans lesquelles on sollicitait l'avis des interviewés à propos d'objectifs de la stratégie UE 2020 - qu'on portait par là même à leur connaissance.

L'annonce de ceux-ci, présentés comme des priorités de l'Union (et avec lesquels il est difficile d'être en désaccord) a évidemment influé dans un sens positif sur ces **dernières données, qu'il convient donc de considérer avec beaucoup de prudence.**

Cela dit, **ce résultat laisse toutefois entendre que les citoyens, malgré leur pessimisme croissant, veulent toujours espérer de l'Union une issue à la crise.**

2.2.2. L'UE en tant qu'acteur de la lutte contre la crise vue des différents États membres : des écarts notables

On a vu qu'à l'automne de 2012, 23% des Européens choisissaient l'UE comme l'acteur le plus à même d'agir efficacement contre la crise, devant leur gouvernement national¹⁸.

- Se montrent **particulièrement enclins à désigner l'UE** les Polonais (36%), les Luxembourgeois (31%), les Bulgares (31%), les Maltais (31%), les Grecs (30%), les Espagnols (28%), les Irlandais (28%), les Slovènes (27%), les Italiens (26%), les Portugais (25%), les Français (25%) et les Belges (25%) : **soit à la fois d'anciens et nouveaux États membres de la zone euro et de nouveaux États membres qui n'en font pas encore partie.**

16. Libellé de la question : « Après avoir entendu parler des priorités de l'UE, pensez-vous que l'UE va dans la bonne direction ou dans la mauvaise direction pour sortir de la crise et faire face aux nouveaux défis mondiaux ? Dans la bonne direction ; Dans la mauvaise direction ; Ni l'une ni l'autre. ».

17. Et 20% « ni l'une ni l'autre », avec 9% de non-réponses.

18. Les autres réponses possibles étaient le FMI, le G20 et les États-Unis.

On peut observer qu'y figurent beaucoup de pays qui sont les plus affectés par la crise – en dépit de leur euro-morosité croissante.

- **Ceux qui optent le moins pour l'UE au contraire sont notamment les citoyens des trois anciens États membres qui se tiennent à l'écart de l'euro et ceux de la République tchèque.**

La structure des réponses n'est toutefois pas la même de l'un à l'autre de ces pays.

Les Britanniques, qui choisissent très peu l'UE (10%), citent dans une forte proportion au contraire (37%) leur gouvernement national¹⁹.

Les Suédois citent moins que la moyenne l'UE (14%) et davantage aussi leur gouvernement (25%), alors que les Danois choisissent moins et l'une et l'autre (18% et 8% respectivement) mais beaucoup plus les instances internationales FMI (20%) et G20 (27%) et les États-Unis (20%)

Les Tchèques doutent fortement de l'efficacité de leur gouvernement (3%) comme de l'UE (9%) ; ils citent massivement le G20 (42%) et plus que d'autres les États-Unis (18%).

On relève **une baisse notable depuis le printemps 2011 du choix de l'UE dans certains pays** : de 9 points en Estonie, de 6 points en Slovaquie, de 4 points en Belgique, en Grèce et en République tchèque.

Inversement, une amélioration peut être notée en France (7 points), à Malte (6 points), au Danemark (4 points) et en Slovénie (4 points).

2.3. Les visions de l'avenir de l'UE

2.3.1. Évolution de l'opinion moyenne dans l'UE 27 : chute de l'optimisme, désormais seulement faiblement majoritaire

Au printemps de 2007, une question portant sur l'avenir perçu de l'UE²⁰ donnait une proportion d'optimistes de 69%, contre 24%.

Le pourcentage d'optimistes déclinait jusqu'à 58%, contre 36%, au printemps de 2011, puis chutait brutalement de 10 points, se situant à l'automne de 2011 à 48% contre 46%, et très légèrement au-dessus en 2012 : 49% contre 46% au printemps, 50% contre 45% à l'automne.

La très forte majorité de naguère s'est muée en une faible majorité relative.

2.3.2. Optimisme ou pessimisme pour l'avenir de l'UE : les Européens du Sud maintenant parmi les plus sombres avec les citoyens de pays traditionnellement « euro-défiants »

Les citoyens chez lesquels les pessimistes l'emportent sur les optimistes sont, à l'automne de 2012, les suivants :

- Dans la partie Sud de l'Europe, **les Grecs** (27% d'optimistes, contre 71%), **les Portugais** (28%, contre 64%), **les Chypriotes** (36%, contre 59%), **les Italiens** (45% contre 47%) **et les Français** (44% contre 52%).

19. Seuls les Roumains citent encore plus (49%) leur gouvernement – c'est sans doute davantage l'expression d'une exigence d'action du gouvernement que la manifestation d'une grande confiance en sa capacité de réussite.

20. Libellé de la question : « Diriez-vous que vous êtes très optimiste, plutôt optimiste, plutôt pessimiste ou très pessimiste concernant le futur de l'UE ? ».

- En outre, les **Hongrois** (38%, contre 57%), les **Tchèques** (42%, contre 56%), avec les **euroseptiques traditionnels britanniques** (38% contre 56%).

Dans deux pays, on observe une faible majorité relative d'optimistes : l'Autriche et l'Espagne (dans ce dernier cas, léger redressement par rapport à un optimisme minoritaire au printemps).

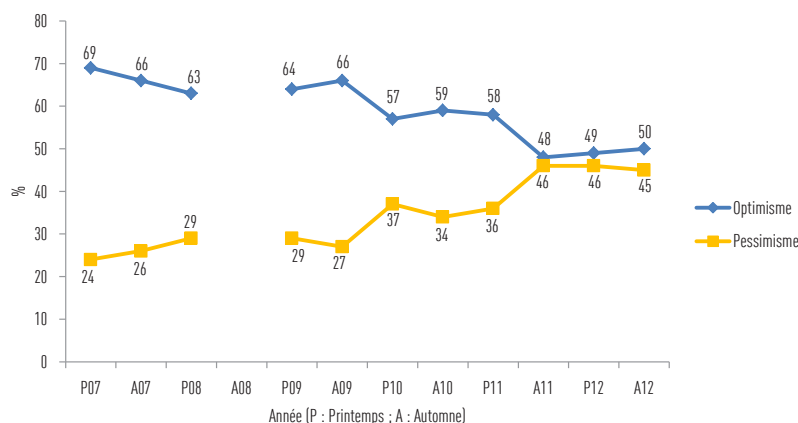
Un optimisme majoritaire pour l'avenir s'affiche en revanche encore dans les autres pays :

- Le Danemark avec 72% contre 25% (il s'agit d'un pays où les grandes réserves de naguère à l'égard de l'Union se sont progressivement atténuées, mais dont le niveau d'optimisme est quand même ici surprenant), la Pologne avec 66% contre 26% (pays très eurocraintif à l'époque de son adhésion, devenu depuis clairement europhile), la Lituanie avec 65% contre 28% (tendance ancienne à voir l'UE avec faveur), la Bulgarie avec 64% contre 27% (nette amélioration des visions de l'UE à partir d'attitudes initiales prudentes), la Roumanie avec 61% contre 33% (pays volontiers enclin à imaginer un avenir plus riant), l'Estonie avec 61% contre 36% (pays naguère plutôt réservé devenu eurofavorable), les Pays-Bas (61% contre 38%) et Malte (60% contre 28%).
- Viennent ensuite, avec des scores d'optimismes situés entre 55% et 59%²¹, l'Irlande, le Luxembourg, la Lettonie, la Finlande, l'Allemagne et la Slovénie.
- Avec des scores entre 50% et 54%, on trouve la Belgique, la Suède et la Slovaquie.

Lorsqu'on considère l'évolution de cet indicateur, on constate que dans les années écoulées **entre le printemps de 2007 et l'automne de 2012, l'optimisme pour l'avenir de l'UE a diminué dans tous les pays, mais dans des mesures très variables.**

- Le plus en Grèce et à Chypre** (moins 34), **au Portugal** (moins 29), **en Espagne** (moins 26), **en Slovénie** (moins 25), **en Slovaquie** (moins 25), **en République tchèque** (moins 24) **et en Italie** (moins 23).
- Le moins en Bulgarie** (moins 2), **en Lettonie** (moins 3), **au Danemark** (moins 5), **en Autriche** (moins 5), **en Finlande** (moins 5), **en Lituanie** (moins 9) **et à Malte** (moins 9).

Graphique 12 : Optimisme ou pessimisme pour le futur de l'UE



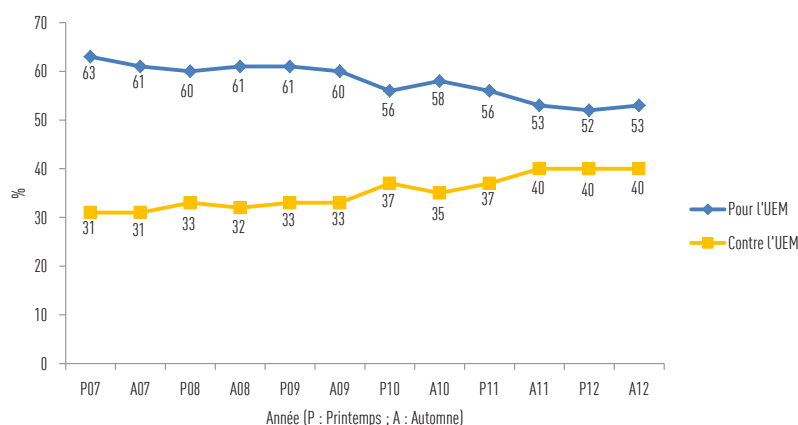
Source : données Eurobaromètre.

21. Dans l'ordre de scores décroissants d'optimisme.

3. Les attitudes à l'égard de l'euro : un attachement en recul mais toujours majoritaire

Dans le contexte d'euro-morosité constaté à la fin de l'année 2012, il est frappant de constater que la monnaie unique reste l'objet d'un soutien majoritaire dans l'UE, et même très majoritaire (**aux deux tiers**) dans la zone euro. Ce soutien a certes diminué entre 2007 et 2010, puis depuis 2010, mais dans une proportion nettement moindre que celle des indicateurs d'opinion précédents.

Graphique 13 : Soutien à l'euro : maintien d'une majorité favorable



Source : données Eurobaromètre.

3.1. Évolution de l'opinion moyenne UE 27. Érosion du soutien à l'euro, qui reste toutefois majoritaire

Si l'on considère la moyenne européenne, **le soutien à l'euro reste majoritaire en dépit d'un affaïssement graduel depuis 5 ans²²**.

À partir d'un point haut au printemps de 2007 (63% favorables contre 31%), le soutien à l'UEM et à l'euro a connu un léger affaïssement jusqu'à l'automne de 2009 (60% contre 33%), puis une baisse plus marquée jusqu'à l'automne de 2011. L'opinion moyenne est restée stable au cours de la dernière année (53% contre 40% à l'automne de 2012 - score moyen des 27 États membres).

Au sein de la zone euro, le soutien à la monnaie unique est de 13 points plus élevé, à 66% ; on verra qu'il est (plus ou moins fortement) majoritaire pratiquement dans tous les pays de la zone.

22. Libellé de la question : « Quelle est votre opinion sur chacune des propositions suivantes ? Veuillez me dire, pour chaque proposition, si vous êtes pour ou si vous êtes contre... » (Parmi les propositions soumises aux interviewés : « Une union économique et monétaire européenne avec une seule monnaie, l'euro »).

3.2. Un soutien clairement majoritaire dans les pays de la zone euro

3.2.1. La situation en 2012 : des majorités favorables souvent très nettes

À l'automne de 2012, la proposition d'« une Union économique et monétaire européenne avec une seule monnaie, l'euro » était approuvée à **des majorités de 70% à plus de 80% dans cinq des pays de la zone euro**²³ : Slovaquie, Finlande, Pays-Bas, Luxembourg, Slovaquie.

On enregistrait aussi **une approbation proche de 70% en France, en Belgique, en Allemagne et en Estonie, de 65% ou plus en Irlande, en Autriche et en Grèce, et proche de 65% à Malte et en Espagne.**

Dans les autres pays de la zone euro, l'adhésion, moins spectaculaire, était majoritaire aussi²³ **en Italie et au Portugal** - Chypre faisant partiellement exception avec des attitudes positives et négatives en proportions égales.

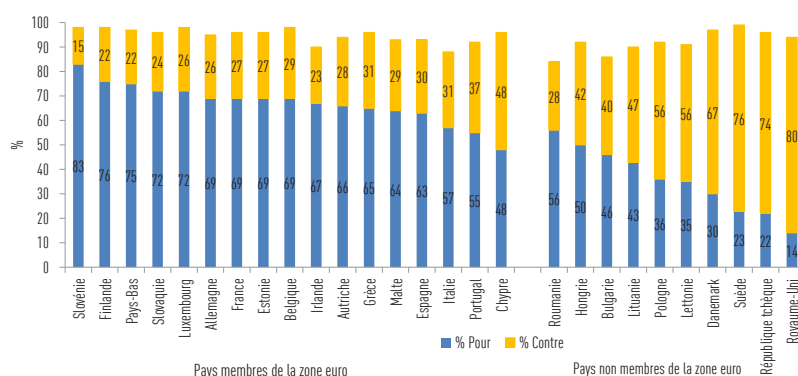
On voit que des pays souvent présentés pour leur réticence croissante à l'Union économique et monétaire et à la solidarité qu'elle implique figurent parmi les plus favorables à l'euro en même temps que certains pays particulièrement touchés par la crise.

3.2.2. L'évolution 2007-2012 : affaïssement dans certains pays, amélioration dans quelques autres

En 2012, la faveur observée dans les pays de la zone euro reste majoritaire en dépit, dans certains d'entre eux, d'un affaïssement marqué depuis l'émergence de la crise : entre le printemps de 2007 et l'automne de 2012, moins 21 points de soutien en Irlande, moins 15 en Belgique, moins 10 en Italie, moins 9 au Luxembourg, moins 8 en Slovaquie...

Phénomène inverse, le soutien affirmé à la monnaie unique a progressé dans d'autres. Il s'est beaucoup renforcé dans le même temps en Grèce (plus 18 points - le gain était même de 28 points au printemps de 2012 - comme si les Grecs menacés d'expulsion de la zone euro manifestaient ainsi leur ferme volonté d'y rester tout en éprouvant de grandes incertitudes), plus 18 points en Estonie, plus 3 en Slovaquie (et stabilité à Malte).

Graphique 14 : Attitudes à l'égard d'une Union économique et monétaire avec une seule monnaie, l'euro



Source : données Eurobaromètre.

23. Classement par ordre décroissant d'opinions favorables.

3.3. La perception de l'euro dans les pays européens non membres de la zone euro

3.3.1. La situation en 2012 : soutien minoritaire dans la plupart de ces pays

Hors de la zone euro, des majorités s'exprimaient aussi en faveur de la monnaie unique à l'automne 2012, en Roumanie et en Hongrie, et une majorité relative en Bulgarie.

Les pays dans lesquels l'**adhésion** était **au contraire minoritaire** incluaient :

- Les anciens États membres qui n'ont pas voulu adopter l'euro : 8 opposants sur 10 au Royaume-Uni, environ 7 sur 10 au Danemark et en Suède.
- De nouveaux États membres, avec opposition plus ou moins forte : le plus en République tchèque, le moins en Lituanie, à un degré intermédiaire en Pologne et en Lettonie.

3.3.2. L'évolution depuis 5 ans (2007-2012) : tendance générale à l'affaïssement

En 2012, le soutien affiché en faveur de la monnaie unique a en cinq ans fortement décliné dans des pays où il était majoritaire : République tchèque (moins 38 points, essentiellement avant 2011), Danemark (moins 24 points, baisse graduelle jusqu'à fin 2011), Pologne (moins 18 points, principalement avant 2011), Lituanie à un moindre degré (moins 11 points, baisse graduelle).

On peut y ajouter la Lettonie, où une majorité relative pro-euro en 2007 s'était muée en majorité absolue au printemps de 2011 (à la suite de l'octroi peu auparavant, par l'UE et le FMI, d'un prêt permettant à l'État de faire face à ses échéances), mais où une chute de 18 points s'est produite depuis lors.

On a vu que les opinions roumaine, hongroise et bulgare restaient majoritairement favorables (au moins avec une majorité relative), bien que le degré d'adhésion se soit là aussi progressivement affaïssé depuis le printemps de 2007 (de 17, 17 et 18 points respectivement).

Enfin, **la Suède** (où la majorité hostile à l'euro était relativement faible il y a cinq ans) **et le Royaume-Uni** (où elle était au contraire déjà, et de loin, la plus vive de tous les pays européens) **ont également été touchés par une baisse marquée du nombre des supporters de la monnaie unique** (baisses assez graduelles de 22 et 15 points respectivement).

CONCLUSION

Après la baisse enregistrée à partir du début de la crise en 2007, les perceptions générales de l'UE ont subi un nouvel affaissement en 2011 et sont restées ensuite à un niveau historiquement bas.

Une évolution négative a affecté en même temps les attentes en ce qui concerne les perspectives économiques de l'UE à douze mois - les craintes étant maintenant beaucoup plus nombreuses que les espoirs d'amélioration.

En dépit de cette morosité, les opinions publiques européennes semblent ne pas (encore ?) vouloir désespérer de l'UE en tant qu'acteur d'une solution à la crise.

Et ceux qui se déclarent optimistes pour son avenir, bien qu'en forte baisse par rapport aux avis positifs très majoritaires de naguère, restent un peu plus nombreux que les pessimistes.

Le soutien à la monnaie européenne, qui a subi une érosion moindre que celle des indicateurs précédents, reste majoritaire dans l'UE dans son ensemble (à 53%, contre 40%) et plus encore (66%) dans la zone euro, où des majorités presque partout nettes et souvent très larges se manifestent dans les pays qui en font partie.

Ce soutien s'exprime, au moins autant que dans la moyenne de la zone, dans les pays du Nord « créateurs potentiels » (Pays-Bas, Allemagne et Finlande notamment). Les citoyens de ces pays, qu'on voit parfois décrits comme enclins à rejeter la monnaie unique (qu'ils avaient pour certains adoptée avec réticence), s'y montrent en réalité attachés même si les critiques y abondent du laxisme de gestion publique qui a conduit à la situation actuelle.

Dans la zone euro, l'attachement déclaré à l'euro est maintenant moins net dans les États membres du Sud de l'Europe touchés par la crise, et devenus europessimistes, où l'on exprime sans doute par là avant tout anxiété et amertume du « traitement » de crise qui leur est administré.

Curieusement d'ailleurs, en réponse à une question posée dans la dernière vague d'enquête Eurobaromètre, les citoyens de ces États membres (Grèce, Chypre, Italie, Portugal, Espagne) sont presque les seuls à déclarer (avec au moins une majorité relative) que « suite à la crise, ils se sentent plus proches des citoyens des autres pays de l'UE » - comme s'ils voulaient revendiquer ainsi des principes de solidarité européenne qu'ils craignent sans doute de voir se diluer. Avec eux, les Belges s'expriment majoritairement dans le même sens, et on trouve des majorités relatives pour soutenir cette opinion en Irlande, à Malte et en Pologne.

Ailleurs la proposition est rejetée.

On peut voir là un autre signe de **l'apparition de lignes de clivage nouvelles au sein de l'UE** et du **risque**, évoqué il y a quelques mois dans l'étude « Les Européens croient-ils encore en l'UE ? » **de voir celles-ci se creuser en lignes de fracture entre le Nord et le Sud du continent.**

OUI À UNE VÉRITABLE UEM ! LEÇONS TIRÉES DES EXPÉRIENCES INTERNATIONALES

Maria João Rodrigues, *Policy Paper n° 88, Notre Europe - Institut Jacques Delors*, mars 2013

QUEL ÉQUILIBRE ENTRE RIGUEUR ET CROISSANCE DANS LA ZONE EURO ?

Sofia Fernandes, *Synthèse de la réunion du Comité européen d'orientation, Notre Europe - Institut Jacques Delors*, décembre 2012

DES PROPOSITIONS DE RÉFORMES POUR LA ZONE EURO

Jacques Delors et Henrik Enderlein, *Tribune, Notre Europe - Institut Jacques Delors*, décembre 2012

UNE NOUVELLE VOIE POUR LA CROISSANCE ET LA SOLIDARITÉ

Anna Diamantopoulou, *Tribune, Notre Europe - Institut Jacques Delors*, décembre 2012

UNE UEM À LA FOIS RENFORCÉE ET SOLIDAIRE

António Vitorino, *Tribune, Notre Europe - Institut Jacques Delors*, décembre 2012

L'UE ET LES OPINIONS PUBLIQUES : JE T'AIME, MOI NON PLUS ?

Salvatore Signorelli, préface de Julian Priestley, *Étude & Rapport n° 93, Notre Europe - Institut Jacques Delors*, novembre 2012

PARACHEVER L'EURO - FEUILLE DE ROUTE VERS UNE UNION BUDGÉTAIRE EN EUROPE

Groupe Tommaso Padoa-Schioppa (coord. : Henrik Enderlein), préface de Jacques Delors et Helmut Schmidt, *Étude & Rapport n° 92, Notre Europe*, juin 2012

LES EUROPÉENS CROIENT-ILS ENCORE EN L'UE ?

Daniel Debomy, préface d'António Vitorino, *Étude & Rapport n° 91, Notre Europe*, juin 2012

LES CITOYENS EUROPÉENS ET L'UNION EUROPÉENNE DANS LE CONTEXTE ACTUEL DE CRISE

Daniel Debomy, *Policy Paper n° 47, Notre Europe - Fondation Jean Jaurès*, novembre 2011

Directeur de la publication : Yves Bertoncini • La reproduction en totalité ou par extraits de cette contribution est autorisée à la double condition de ne pas en dénaturer le sens et d'en mentionner la source • Les opinions exprimées n'engagent que la responsabilité de leur(s) auteur(s) • *Notre Europe - Institut Jacques Delors* ne saurait être rendu responsable de l'utilisation par un tiers de cette contribution • Version originale • © *Notre Europe - Institut Jacques Delors*



Programme
L'Europe pour les citoyens



PREMIER
MINISTRE



Campagna
di San Paolo



MACIF



info@notre-europe.eu
19 rue de Milan
75009 Paris - France
www.notre-europe.eu

